



HAL
open science

Mondialisation et inégalités

Jean-Paul Fitoussi

► **To cite this version:**

| Jean-Paul Fitoussi. Mondialisation et inégalités. *Futuribles*, 1997, pp.5 - 16. hal-01301076

HAL Id: hal-01301076

<https://sciencespo.hal.science/hal-01301076>

Submitted on 11 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mondialisation et inégalités

Jean-Paul Fitoussi ¹

La mondialisation est un phénomène aux dimensions multiples, symboliques, réelles et idéologiques.

Au plan symbolique, elle renvoie au déclin relatif des pays riches et, en ce sens, constitue une bonne nouvelle puisqu'elle signifie que les pays pauvres se développent.

Au plan réel, la mondialisation joue dans deux sens opposés : la globalisation financière accroît les inégalités entre les profits et les salaires tandis que la globalisation des marchés, elle, accroît les inégalités de salaire (et d'emploi) entre les personnes qualifiées et non qualifiées. Mais, affirme J.P. Fitoussi, les échanges financiers et commerciaux entre les pays du Nord et du Sud n'ont augmenté que faiblement depuis 20 ans et ne peuvent donc expliquer l'aggravation des inégalités qui, en fait, résultent essentiellement du niveau anormalement élevé des taux d'intérêt.

Et c'est là qu'intervient la dimension idéologique qui colporte l'idée que les marchés seraient des lieux de coordination alors qu'ils sont des lieux de purs rapports de force et qu'ils peuvent se passer de règles du jeu que, du reste, les États seraient désormais incapables d'imposer.

Nous sommes ainsi passés, écrit Jean-Paul Fitoussi, « d'une logique de croissance où l'expansion des uns entraînait celle des autres à une logique de parts de marché où la croissance des uns ne peut se faire qu'au détriment des autres » qui ne peut se traduire que par une paralysie totale et une dégradation de la situation sociale.

Les marchés ne peuvent fonctionner sans règles du jeu qui relèvent de choix politiques, donc de la démocratie comme mode d'élaboration du contrat social. Le libéralisme, comme le communisme, en l'igno-

1. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

rant, pourraient s'effondrer. Nous vivons dans des « démocraties de marché », marquées par une tension permanente entre l'individualisme et l'inégalité d'une part, la société et l'égalité d'autre part ; seule l'action de l'État peut assurer la recherche permanente d'un « entre-deux ».

H.J.

Ce que l'on désigne par le terme de mondialisation est un phénomène aux dimensions multiples, symbolique, réelle et idéologique. Je voudrais m'attacher à décrire ces dimensions en prenant comme grille de lecture, celle des inégalités.

Le déclin de l'empire européen

La dimension symbolique est celle du déclin de l'empire européen. Quel est l'objet de notre souffrance symbolique ? Nous nous percevons petits. La mondialisation incarne un en-dehors hostile, une quatrième dimension dans laquelle nous nous sommes trouvés soudainement projetés. Comme dans les romans de science-fiction où le héros, sous l'effet d'un incident, se trouve réduit à une taille minuscule et découvre la violence des objets ordinaires de son univers quotidien, nous découvrons avec stupeur que nous ne sommes qu'un pays de 60 millions d'habitants dans un monde peuplé de 6 milliards d'êtres humains. La première blessure n'est certes que d'amour-propre mais elle occupe une place importante dans l'imaginaire des peuples et, peut-être plus encore, de leurs dirigeants comme en témoigne l'impact médiatique des classements de pays, que chacun invoque pour rassurer ou inquiéter. Et il est possible de faire l'un ou l'autre selon le critère de classement retenu : la France est-elle le premier pays exportateur du monde par habitant, ou sera-t-elle bientôt (sur un critère indéterminé) dépassée par l'Inde ?

« Et alors ? » Pourrait-on dire. Le « déclin de l'empire américain » était la bonne nouvelle que l'Europe annonçait au monde — chiffres à l'appui — lorsqu'elle était au fait de sa puissance (de son rattrapage du niveau de vie des États-Unis) : son revenu national augmentant plus vite que celui d'outre-Atlantique, il s'en suivait mécaniquement une amélioration de sa position relative dont l'autre face était la détérioration de celle des États-Unis.

Les différences de niveaux de développement et de croissance démographique mettent toujours à l'œuvre les mêmes processus, mais ils jouent

aujourd'hui « contre » l'Europe. Le développement de l'Inde ou de l'Asie ou de n'importe quel pays dans le monde peut toujours s'analyser en termes de déclin de l'Empire européen. Est-ce pour autant une mauvaise nouvelle ? Devons-nous chaque fois accueillir la nouvelle de la réduction de la pauvreté dans le monde comme une blessure, une injure à notre puissance ? Est-ce une mauvaise chose si les inégalités entre pays riches et pays pauvres se réduisent par enrichissement des pays pauvres ? Peut-on à la fois tenir des discours généreux sur les rapports Nord-Sud et se plaindre qu'en dépit de notre absence de générosité, les régions du Sud accèdent au développement ? Certes, cela modifie les cartes de la puissance ou celles de la domination. Mais souhaitons-nous vraiment maintenir dans une ère postcoloniale les mêmes hiérarchies de la soumission ?

En vérité, le déclin relatif des pays riches est une bonne nouvelle. Il témoigne de ce que la production mondiale s'accroît et que les pays pauvres accèdent enfin au développement. Il ne signifie en aucun cas que nous nous appauvrissons.

Mondialisation et croissance des inégalités

Mais à cette première dimension symbolique s'ajoute une dimension réelle, dans laquelle la mondialisation devient légitimation de la croissance des inégalités et de la fragmentation sociale.

Il est vrai que la mondialisation telle qu'elle se produit aujourd'hui peut en effet aggraver deux catégories d'inégalités : les inégalités structurelles, celles qui séparent les groupes sociaux ; et les inégalités dynamiques, celles qui fractionnent des groupes sociaux homogènes — par exemple le chômage crée une inégalité à l'intérieur du groupe même des salariés. Et l'on perçoit bien qu'une telle fragmentation est aussi à l'œuvre parmi les classes moyennes.

La mondialisation sépare ainsi ceux qui s'adaptent au monde et ceux qui ne le peuvent pas. Mais je voudrais montrer qu'en aucun cas elle nous contraint à nous montrer moins solidaires.

Chaque type de mondialisation peut être schématiquement associé à une catégorie d'inégalités. La globalisation financière fait croître les inégalités structurelles, parce qu'elle conduit logiquement à un autre partage entre profits et salaires dans les pays industrialisés. Elle contribue en effet à accroître de façon considérable la mobilité des capitaux. Si les mouvements de capitaux sont libres, il est normal, nécessaire, inévitable qu'ils affluent partout où la main-d'œuvre est le meilleur marché à un niveau de qualification comparable. La globalisation des marchés financiers ne peut donc qu'accroître, dans

des proportions importantes, la concurrence des pays à bas niveau de salaire ou de protection sociale. Vouloir l'un, c'est appeler l'autre. Les capitaux libérés n'ont et ne doivent avoir qu'une seule rationalité : la rentabilité maximale des investissements quel que soit le pays. Pour un capitaliste occidental, la rentabilité des investissements dans les pays émergents est parfois le triple ou le quadruple de celle qu'il obtiendrait en son propre pays. On conçoit que cela lui ouvre des perspectives et on comprend l'attrait que représente pour lui cette globalisation financière.

Supposons d'ailleurs que le pire scénario se réalise : les capitalistes français attirés par la rentabilité de l'économie chinoise, et la certitude qu'ils ne seront pas expropriés un jour, décident désormais que tous leurs investissements nouveaux seront localisés en Chine. Cela sans conteste créerait un grave problème d'emploi en France qui ne pourrait être résolu que par un abaissement considérable des salaires français, de façon à ce qu'en France la rentabilité des investissements devienne aussi élevée qu'en Chine. Mais la France en serait-elle appauvrie pour autant ?

La réponse dépend du point de vue où l'on se place. Certes, le sort des salariés en serait détérioré — soit du fait du chômage, soit du fait de l'abaissement de la rémunération du travail —, mais celui des capitalistes et des entrepreneurs serait considérablement amélioré. Ces derniers conservent, en effet, la propriété du capital quelle que soit sa localisation. S'il est en Chine, cela signifie que les entrepreneurs français possèdent une partie de la production chinoise et bénéficient de sa forte expansion. On voit bien, par cet exemple extrême, que la mondialisation ne crée d'appauvrissement nulle part, et qu'au contraire, toutes les régions en bénéficient.

Le vrai problème est que le surplus suscité par la mondialisation n'est acquis qu'au prix d'une croissance considérable, peut-être insoutenable, des inégalités. Les titulaires des revenus non salariaux (même si une très grande inégalité se produit entre entreprises), rentes et profits, voient leurs revenus s'accroître fortement alors que les salariés enregistrent une importante baisse de leur pouvoir d'achat. En d'autres termes, la répartition des revenus subit une importante déformation au détriment des revenus du travail. Les inégalités structurelles s'approfondissent. Ainsi, la mondialisation pourrait expliquer l'importante baisse de la part des salaires dans le revenu national qui s'est produite depuis le début des années quatre-vingt.

Pendant, dans les faits, si un tel processus est à l'œuvre, son ampleur apparaît mineure, presque indiscernable statistiquement. Certes, les flux de capitaux ont augmenté mais leur augmentation fut très modeste par rapport aux flux commerciaux : ils sont passés de 7 à 9 % du PIB au cours des vingt dernières années. Au total, 10 % environ de l'accumulation du capital des pays en voie de développement (soit 2 % seulement du capital total des pays riches) ont été financés par la mobilité du capital. Il est difficile d'imaginer qu'une variation aussi faible puisse avoir d'aussi grandes conséquences.

La globalisation des marchés de biens à l'ensemble de la planète, et non plus au sein des seuls pays riches, définit une deuxième mondialisation. Elle pourrait, en théorie, contribuer à expliquer l'approfondissement des inégalités dynamiques. L'échange international incite les pays à se spécialiser dans les productions qui utilisent de façon intensive les facteurs de production dont ils sont relativement bien dotés. À l'inverse, les mêmes pays importeront des biens dont la production exige l'utilisation de facteurs dont ils disposent en moindre abondance. Mieux dotés relativement en travail qualifié, les pays du Nord vont avoir tendance à exporter des biens à forte valeur ajoutée du fait de la qualité du travail qu'ils incorporent (des machines-outils ou des robots, par exemple), alors que les pays du Sud vont se spécialiser dans l'exportation de biens intensifs en travail non qualifié (comme certains produits textiles, par exemple). La mondialisation se fait donc, chez nous, en défaveur de nos travailleurs les moins qualifiés et, là-bas, en leur faveur. Ici et là-bas, les conséquences en sont inversées : le chômage et la pauvreté croissent chez nous parmi les travailleurs sans ou à faible qualification, alors que ces derniers voient leur sort amélioré dans les pays émergents. Les inégalités dynamiques croissent chez nous et décroissent chez eux.

Cette conséquence du développement du commerce international peut notamment expliquer la tendance à la désindustrialisation que l'on observe dans les pays du Nord. Les industries manufacturières emploient, en effet, une proportion plus forte de travailleurs relativement peu qualifiés. L'intensification de la concurrence, qui rend les exportations de nos pays moins compétitives sur les marchés étrangers, réduirait alors le salaire relatif des travailleurs les moins qualifiés dans les pays qui exportent ou qui sont en compétition avec des importations de produits manufacturés.

À l'inverse du processus mis en œuvre par la globalisation financière, le commerce international ne jouerait pas tant sur la répartition du revenu entre capitalistes et travailleurs mais sur la répartition du revenu entre catégories de travailleurs, entre ceux qui ont les qualifications requises pour utiliser les avantages technologiques du Nord et les autres. Il en résulte un jeu de ciseaux : l'exportation de produits à haute valeur ajoutée dans les pays riches accroît la demande de travail qualifié ; l'importation, par ces mêmes pays, de marchandises à faible valeur ajoutée réduit la demande de travail non qualifié. Cela expliquerait la forte croissance des inégalités intra-catégories que l'on constate dans les pays développés, qu'elle se traduise par l'ouverture de l'éventail des salaires ou par l'aggravation du chômage.

La mondialisation aggrave donc les conséquences de la disqualification tendancielle du travail non qualifié. Ainsi, le taux de chômage des travailleurs qualifiés en France est passé de 2,5 % en 1970 à 3,5 % en 1980 et 6 % en 1993, au cœur de la récession. Mais le taux de chômage des travailleurs non qualifiés est passé, lui, dans la même période de 3 % à 9 %, puis 20 %.

Ces différences dans les évolutions du taux de chômage sont considérables et soulignent, s'il en était besoin, la croissance des inégalités face à l'emploi. Cependant, c'est une chose de les constater, et une autre d'invoquer la globalisation des marchés comme étant leur seule cause ou même leur cause principale. Le problème, en effet, est analogue à celui que nous avons rencontré dans l'analyse des conséquences de la globalisation financière : les évolutions constatées dans les échanges entre pays du Nord et pays du Sud ont été trop mineures pour expliquer des phénomènes de cette dimension. Entre 1970 et 1990, l'accroissement des importations nettes (écart entre importation et exportation) en provenance des pays en voie de développement n'a été que de 1 % en moyenne pour l'ensemble des pays industrialisés. Même l'augmentation des importations brutes en provenance de ces pays fut relativement faible pendant la même période, entre 2 et 3 % du PIB selon les pays du Nord.

Des rapports de force déséquilibrés

Il est deux remarques que l'on doit faire à ce stade de l'analyse. D'abord, les échanges financiers et commerciaux entre pays du Nord et du Sud n'ont augmenté que marginalement dans les deux dernières décennies. Des évolutions aussi modérées ne peuvent avoir de conséquences aussi massives sur l'emploi et la pauvreté dans les pays riches. Pour l'essentiel la mondialisation est un phénomène à venir — le développement de la Chine et de l'Inde par exemple modifieront peut-être les cartes de la puissance au XXI^e siècle ; il ne peut donc expliquer les dysfonctionnements du passé. Certes il peut y avoir contribué, mais non comme cause première ni même principale.

Ensuite, d'autres explications peuvent aussi bien rendre compte de l'évolution des inégalités.

D'abord, le progrès technique. La croissance des inégalités entre travail qualifié et travail non qualifié serait la conséquence de la non-neutralité du progrès technique. Celui-ci exigerait une main-d'œuvre de plus en plus compétente en même temps qu'il aurait pour effet d'accroître la productivité des travailleurs les plus qualifiés. L'exemple évident de ce type de progrès technique est fourni par la révolution informatique. Cette non-neutralité pourrait, aussi bien que l'intensification de la concurrence internationale, expliquer la désindustrialisation relative que l'on constate dans les pays du Nord. Des études ont montré qu'au sein même des secteurs industriels, la requalification des emplois est corrélée avec les investissements informatiques et les dépenses de recherche et développement. La désindustrialisation est alors comprise comme la conséquence d'une externalisation des services, qui

étaient auparavant fournis au sein même de l'industrie (mouvement qui a évidemment pour effet d'accroître la demande de travail qualifié)².

Depuis le début des années quatre-vingt, la mondialisation s'effectue sur toile de fond de taux d'intérêt réels anormalement élevés, c'est-à-dire en ayant pour décor un profond déséquilibre social. C'est l'augmentation brutale des taux d'intérêt qui crée une profonde rupture entre les évolutions qui se sont produites avant la fin des années soixante-dix, et, celles que nous connaissons depuis le début des années quatre-vingt. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que dans un système capitaliste le taux d'intérêt est une variable cruciale, probablement la plus importante de l'économie. Car le taux d'intérêt est peut être plus qu'une variable économique, une variable sociale. Son niveau commande, en effet, la perception qu'une société a de son avenir, en même temps qu'il détermine la répartition des revenus et des fruits de la croissance. Or le niveau anormalement élevé des taux d'intérêt depuis 15 ans constitue un phénomène singulier dans l'histoire du capitalisme occidental. Il modifie le rapport de force entre détenteur du capital financier et producteurs de l'industrie, mais aussi entre entrepreneurs et salariés, dans un sens qui permet, tout aussi bien que la mondialisation d'expliquer, l'aggravation du chômage et des inégalités.

La dimension idéologique

C'est là qu'intervient la dimension idéologique de la mondialisation : le triomphe de l'économie de marché et du libéralisme. On peut même penser qu'il s'agit d'une idéologie américaine à usage externe. Car ce qui engendre les souffrances sociales, ce n'est pas la mondialisation en elle-même, mais le retour à une logique de pseudo-impuissance des États sous prétexte de tutelle des marchés. L'idéologie tient à ce que nous continuions de percevoir les marchés comme des lieux fictifs de coordination, alors qu'ils sont le lieu de purs rapports de force, lorsqu'ils ne sont pas médiatisés par les États. On a semble-t-il oublié que déjà au Moyen-Âge, on faisait la distinction entre le principe du marché et le marché concret dont le fonctionnement exigeait l'intervention de la puissance publique.

La mondialisation en soi n'est pas un problème puisqu'elle peut engendrer des bénéfices importants, mais en se produisant dans un déséquilibre des

2. Le terme d'externalisation désigne le processus par lequel des fonctions exercées au sein de l'entreprise deviennent confiées à des sous-traitants extérieurs. Un service juridique sera par exemple supprimé, l'entreprise confiant les dossiers de cette nature à un cabinet extérieur.

rapports de force entre acteurs, elle engendre de la souffrance sociale. Cette première souffrance apparaît d'autant plus intolérable qu'elle se conjugue à une seconde souffrance, d'ordre anthropologique celle-là, et qui provient du travail même de la démocratie. Celle-ci libère l'individu, et le rend responsable de son propre destin. Être responsable de soi en un temps où la plus grande probabilité est celle de l'échec ne peut qu'aggraver la souffrance produite par la montée des inégalités.

Les règles du jeu

C'est donc sous les auspices d'une économie de marché profondément déséquilibrée que s'effectue la mondialisation. De surcroît, la mondialisation actuelle se produit sans le secours d'aucune institution de régulation. C'est cela, plus que la globalisation elle-même, qui engendre les maux dont souffre la société. Mais il serait faux de penser que la mondialisation fut une contrainte. Elle fut d'emblée un choix politique comme est un choix politique le refus actuel de l'organiser. Certes aujourd'hui beaucoup de pays en perçoivent les inconvénients, mais il fallait y penser plus tôt.

Une mondialisation inorganisée sur fond de marchés profondément déséquilibrés ne peut qu'aboutir à la violence des rapports sociaux, même si cette violence semble aujourd'hui contrôlée par la loi d'airain des marchés.

Le monde est ainsi imperceptiblement passé d'une logique de croissance — où l'expansion des uns entraînait celle des autres — à une logique de parts de marché où la croissance des uns ne peut se faire qu'au détriment des autres. C'est la raison pour laquelle nous craignons — ce qui est un comble — le développement des pays pauvres, alors que nous l'appelions de nos vœux dans les années soixante et soixante-dix. Le maître mot est en effet la compétitivité, ce qui signifie prendre des territoires (économiques) aux autres. Or l'histoire nous a appris qu'à ce jeu il ne pouvait y avoir que des gagnants transitoires — que les miracles d'une décennie pouvaient se révéler les cauchemars de la décennie suivante — et que le résultat de long terme le plus probable est que tout le monde se retrouve perdant.

Une observation, même hâtive, de la situation mondiale montre que, presque partout, existent des capacités de production inutilisées. Partout aussi le chômage est élevé, la pauvreté croissante. Rien ne s'oppose donc à ce que la production s'accroisse sans tensions inflationnistes. Or, la croissance économique est aujourd'hui bridée par une logique de parts de marché, au terme de laquelle l'expansion des uns ne pourrait se faire qu'au détriment de celle des autres : tous les gouvernements souhaitent, en effet, une croissance plus vive, mais ils considèrent qu'il n'est de croissance vertueuse que tirée par la

demande étrangère. En d'autres termes, chaque pays appelle de ses vœux une augmentation de ses exportations. Cela n'est évidemment possible que si chacun augmente ses importations, c'est-à-dire sa demande intérieure. Tous les pays s'y refusent, de crainte de voir croître leur endettement. Le monde est donc victime d'une sorte de syllogisme dont les conséquences font craindre le pire, tant elles sont — c'est un euphémisme — non-coopératives : dévaluation compétitive ici, mesures protectionnistes là, ajustements vers le bas des systèmes sociaux partout.

Parce que le problème a la structure d'un syllogisme, sa solution est d'une grande simplicité : il faudrait fournir à chaque pays, et simultanément, des liquidités à n'utiliser que pour importer. Ainsi tous exporteront davantage, sans avoir à redouter que l'accroissement des importations conduise à un surcroît d'endettement. Or ce type particulier de liquidités existe : *ce sont les droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international*. S'il paraît impossible, en raison des difficultés de la négociation internationale, de distribuer partout ce surcroît de liquidités internationales, on peut du moins en fournir aux pays qui en ont le plus urgent besoin : les pays de l'Est et du Sud. Pour bien faire, il faudrait y mettre une forte condition : que la plus grande part de ces liquidités soit utilisée pour l'importation de biens d'investissement.

Les pays industrialisés y trouveront leur compte puisque leurs exportations augmenteront — ce « don » aux pays en développement étant, en même temps, une subvention aux industries exportatrices des pays industrialisés. On pourrait même imaginer qu'une telle solution ne soit entreprise que par l'Europe, si les États-Unis et le Japon y étaient hostiles. Elle consiste à reconnaître que si les banques centrales nationales répugnent à créer de la monnaie, de crainte d'affecter le taux de change, il suffit que cette monnaie soit créée au niveau international pour apaiser leur inquiétude. Une solution de ce type a d'ailleurs déjà été utilisée en diverses périodes de notre histoire. Pourquoi ne le pourrait-elle pas aujourd'hui ?

On a semble-t-il oublié, qu'il ne pouvait y avoir de marchés sans règles du jeu, et que celles-ci relevaient d'un choix politique, c'est-à-dire de la démocratie.

Plus fondamentalement, que signifierait une société où il n'y aurait plus de choix politiques ? Et comment croire que cette absence de choix sert les intérêts de l'ensemble des citoyens ? À l'époque où on savait encore que l'économie est politique, le libéralisme fut inventé par les grands auteurs classiques, notamment Adam Smith, comme preuve théorique qu'une société pouvait vivre sans l'omniprésence d'un *État absolu*. En un sens, il s'agissait d'une doctrine révolutionnaire, organisant le combat contre Leviathan. Mais à aucun moment les auteurs classiques n'ont imaginé, comme on voudrait nous le faire accroire aujourd'hui, qu'une société pouvait vivre ... sans contrat social ! Or *le politique*, dans une démocratie, est le lieu du contrat social et

décréter son impuissance ou pis encore sa nuisance — et c'est bien ce que l'on fait lorsque l'on dénonce toute forme d'interventionnisme — revient à décréter l'inanité du contrat social.

Le sens des solidarités

Pour lutter contre les forces de la désagrégation sociale, il faut refaire nation, non au sens que certains lui donnent, mais au contraire au sens de retrouver les solidarités que de trop grandes inégalités ont rompues. Refaire nation n'a rien à voir avec la pratique d'un principe d'exclusion que d'aucuns défendent aujourd'hui ; c'est au contraire mettre en œuvre un principe d'inclusion, ne jamais accepter que certains restent sur le bord du chemin. C'est en vérité réunifier la société française, pour que chacun y retrouve une communauté de destin. Aucun alibi, mondialisation ou construction européenne, ne pourra exonérer le politique de cette ardente responsabilité. Il n'est pas acceptable que l'on dise aux Français que certaines catégories sociales doivent accepter de s'appauvrir pour que l'économie française continue de s'enrichir.

On a pris l'habitude de rechercher des solutions miracles, de demander aux experts qu'ils se mettent à la tâche pour en trouver. En tant qu'expert, je n'en ai aucune à proposer car je considère que la solution est politique, qu'il appartient donc aux hommes politiques de trouver les ressources nécessaires pour la mettre en œuvre. Elle est politique, parce que plus que dans des économies de marché, nous vivons dans *des démocraties de marché*.

Aujourd'hui pense-t-on, le capitalisme a triomphé du socialisme. C'est peut-être vrai et l'histoire tranchera. Mais en aucune manière pourrait-on affirmer qu'il a triomphé de la démocratie, c'est-à-dire d'une recherche incessante de formes supérieures de contrat social. La conception toute libérale de l'avenir semble de fait fondée sur un contresens. C'est parce qu'on ne fait pas le bonheur des gens malgré eux que les régimes communistes se sont effondrés à l'Est. Cet effondrement est donc une victoire de la démocratie non de l'économie de marché.

Si le capitalisme, en excluant le politique, devenait totalitaire, il risquerait de s'effondrer à son tour. Comme un train peut en cacher un autre, la quasi-disparition du communisme de la planète, ne serait qu'un prélude à celle du capitalisme. Car en aucune autre période de notre histoire — à l'exception toute transitoire des années trente — les dysfonctionnements de l'économie de marché n'ont été aussi graves qu'aujourd'hui : chômage de masse, formidable croissance des inégalités et de la pauvreté dans les pays *riches*. Cela ne peut laisser la démocratie indifférente. Il ne faut pas, qu'à notre tour, nous

oublions que le système économique est toujours médiatisé par la démocratie, et qu'en ce sens, il ne peut exister que des *troisièmes voies*. Car nous vivons dans des *démocraties de marché*. Dans cette caractérisation du système qui nous régit, chaque mot est important, car chacun définit un principe d'organisation différent. D'un côté, le marché régit par le principe du suffrage censitaire, où l'appropriation des biens est proportionnelle aux ressources de chacun — un franc, une voix. Et, de l'autre, la démocratie régit par le suffrage universel — une femme, un homme, une voix. Notre système procède ainsi d'une tension entre les deux principes, l'individualisme et l'inégalité d'une part ; de l'autre, la société et l'égalité, ce qui oblige à la recherche permanente d'un « entre-deux ». Cette tension est dynamique parce qu'elle permet au système de s'adapter, et non point se rompre comme le font généralement les systèmes régis par un seul principe d'organisation (le système soviétique). Seules les formes en mouvement peuvent survivre, les autres se sclérosent. Or le mouvement est tension, ce que précisément la conjugaison de certaines politiques économiques et de l'influence des marchés financiers veulent nous faire éviter à tout prix.

Cette contradiction immanente au système ne peut se résoudre que par la recherche incessante de compromis. Ce terme doit être interprété sans aucune connotation péjorative. L'interventionnisme est ainsi une nécessité car seule l'action de l'État peut rétablir un équilibre des forces. C'est ainsi, qu'aujourd'hui nous avons besoin d'un surcroît de protection du travail plutôt que d'une plus grande flexibilité.

D'avoir laissé un marché mondialisé, déséquilibré au profit de certains acteurs — détenteurs du capital financier et grandes entreprises — édicter les règles du jeu social ne pouvait que conduire à une très grande fragilité de nos sociétés.

Comblent le déficit d'avenir

Et, en effet, le déficit le plus important qui menace la société française aujourd'hui est un déficit d'avenir. Ce n'est pas le déficit budgétaire, ni même le déficit de l'emploi dans la mesure où l'un et l'autre en sont la conséquence³. Chômage de masse, précarisation du travail, réactions incertaines

3. J'ai montré en effet que le chômage se développait lorsqu'une société ne percevait plus son avenir, que celui-ci apparaissait déprécié. Alors, seule la conservation du passé importait, c'est-à-dire des rentes que celui-ci permettait de faire valoir dans le présent. Étaient laissés sur le bord du chemin tous ceux qui n'avaient pas ou plus de rente à faire valoir, ceux dont le passé n'avait permis aucune accumulation de richesse ou de savoir (cf. FITOUSSI Jean-Paul. *Le débat interdit*. Paris : Arléa, 1995).

et volatiles des marchés financiers, mondialisation, etc... concourent à dessiner pour des catégories de plus en plus nombreuses de la population un avenir sans qualité. Certes les indicateurs statistiques ne peuvent rendre compte de la peur du lendemain, mais celle-ci n'est pas moins réelle et déterminante dans les comportements des agents économiques. Le déficit d'avenir conduit ainsi à la fragmentation sociale, à l'exclusion et à la faiblesse de l'investissement.

Voilà pourquoi un retour de l'État est essentiel aujourd'hui. Car la fonction centrale du politique est de donner sens à l'avenir, de mettre en scène le long terme. On perçoit bien comme cela manque dans le processus de construction européenne. Les règles qui y président plutôt que d'être choisies en fonction des vrais objectifs que doit poursuivre une société — croissance des niveaux de vie et plein emploi — semblent n'avoir pour fonction que de rassurer les marchés. Autant dire que c'est eux qui les ont dictées et que c'est sous leur contrôle qu'est placé le processus de construction européenne.

Or, aujourd'hui rien n'est moins contraignant pour l'Europe que la tutelle des marchés et la mondialisation. Il faudrait au contraire refonder l'Europe sur de vrais ambitions pour les peuples, et mettre la monnaie unique au service de ces ambitions. Alors l'Europe redeviendra ce qu'elle n'aurait jamais du cesser d'être, notre avenir.

Retrouver le sens des solidarités, c'est aussi retrouver le sens du projet dans toutes les aventures que nous conduisons qu'il s'agisse de l'Europe ou de la mondialisation. Il ne fait pas sens, en particulier, d'affirmer que l'économie française est d'autant plus compétitive qu'elle exclut une fraction importante de sa population. Si au contraire, les exclus étaient « inclus », c'est-à-dire mobilisés autour d'un projet d'avenir, la compétitivité globale de l'économie française en serait bien plus élevée. Voilà pourquoi il est urgent que nous retrouvions une logique de croissance, qui est la seule logique compatible avec la nature humaine, parce qu'elle est nécessairement la recherche d'un progrès. Une société peut-elle renoncer à progresser ? L'une des sources du désarroi français est la prise de conscience que les enfants auront peut-être un sort moins enviable que celui de leurs parents. Pouvons-nous imaginer que cette prise de conscience ne soit suivie d'aucun effet, d'aucune tentative, tendant à inverser pareille prédiction ?
